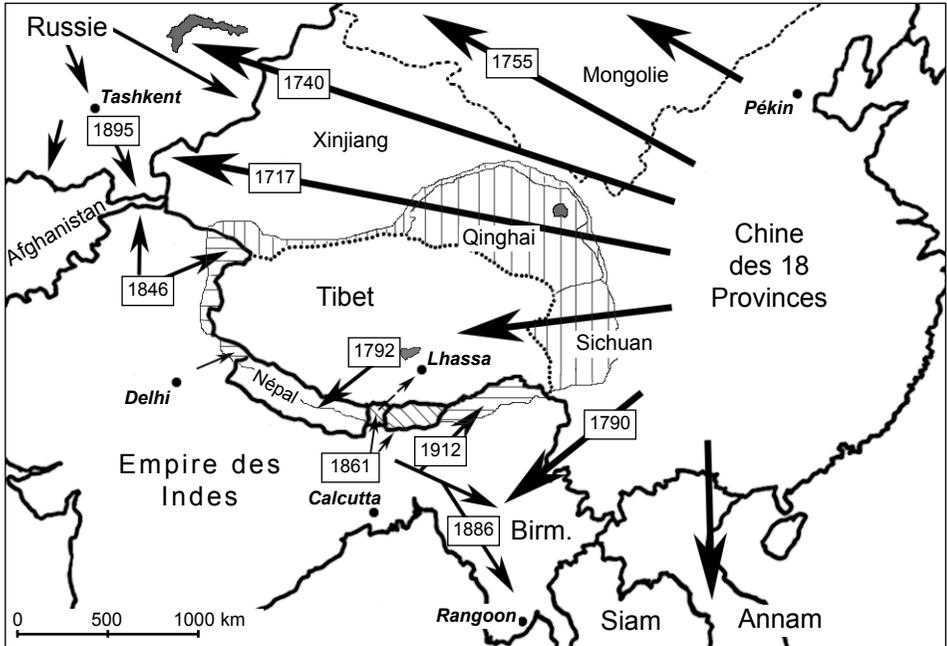


Tibet imaginaire,
Tibet réel

Annales GHM 2001

© Pierre Chapoutot 2005



Le Tibet à la croisée des Empires (XVIII°- XX° s)

En hachures : pertes d'influence du Tibet entre 1720 et 1912. Verticales : territoires tibétains rattachés à des provinces chinoises. Horizontales : territoires tibétains rattachés à l'Empire britannique. 1861 : protectorat britannique sur le Sikkim, visées sur le Bhoutan. 1903-1904 : —> expédition Younghusband sur Lhassa. 1912 : Frontière du N-E (Arunachal Pradesh actuel)

Le règne du Dalaï Lama V, Ngawang Lobsang Gyamtso, qui dure de 1634 à 1682, est un grand règne, le seul de son espèce avant le XX° siècle. Lui et son *dési* (qui réussit à se maintenir 21 ans après la mort de son maître) jettent effectivement les bases d'un État, dont la capitale est fixée à Lhassa (c'est l'époque de la construction du Potala). On pourrait en conclure que le Tibet s'émancipe alors de la protection chinoise, mais on ne peut ignorer que le dignitaire est l'obligé du Mongol, et que celui-ci est lui-même le vassal de l'Empereur de Chine, à qui il paie tribut... Surtout, cette période correspond à l'avènement en 1644 de la dynastie Qing, d'origine mandchoue, marquée par les deux règnes décisifs de Kangxi (1661-1722 – c'est le « Louis XIV chinois ») et de Qianlong (1735-1796). L'Empire de Chine connaît alors une expansion exceptionnelle, dans toutes les directions : la zone d'influence chinoise est pratiquement multipliée par trois !

Quant au Tibet, il se voit imposer une véritable tutelle : contrôle politique, l'Empereur imposant au Dalaï Lama un « conseiller » qui est en fait un gouverneur (*amban*), et interférant même dans sa désignation ; contrôle militaire, l'Empire assurant la défense du Tibet contre ses adversaires népalais¹¹ ; et contrôle territorial,

une partie des régions orientales du Tibet (le Kham) étant transférée aux provinces chinoises du Qinghai et du Sichuan. Un soulèvement anti-chinois est sévèrement maté (1750) ; les Dalaï Lamas qui se succèdent de 1706 à 1895 ne font guère que de la figuration. Reste un fait essentiel : à aucun moment les Chinois ne cherchent à modifier les institutions de la société tibétaine et à remettre en cause l'ordre féodal-clérical, à la différence de ce qui va ensuite se passer.

Échec d'une ambition

Pourtant, les circonstances ont paru servir les visées indépendantistes tibétaines entre la fin du XIX^{ème} et le milieu du XX^{ème} siècle. Plusieurs faits y contribuent.

Il y a d'abord la prise du pouvoir par le Dalaï Lama XIII Thoubten Gyamtsso, monté sur le trône en 1876 et qui met fin à la régence en 1895. Il va régner jusqu'en 1933 en nationaliste tibétain, désireux de secouer totalement la tutelle de la Chine : on lui doit la déclaration d'indépendance de 1913. Pour une fois, le Tibet a à sa tête un dignitaire qui a la stature d'un chef d'État, et qui pense avoir les mains libres. De fait, l'empire Qing est entré en décadence au début du XIX^{ème} siècle, pour atteindre à la fin un état de décomposition qui entraîne son écroulement en 1911, sous les coups d'une révolution républicaine et moderniste. Les raisons de ce déclin sont à la fois intérieures (sclérose du pouvoir impérial, incapacité à moderniser le pays, grandes révoltes comme celle des T'aï-p'ing dans les années 1850-60 ou celle des Boxers en 1900) et extérieures : la Chine est soumise à des assauts répétés de la part des puissances impérialistes occidentales (Angleterre, puis France, Russie et Allemagne), ensuite rejointes par le Japon. De la guerre de l'opium (1838) à l'expédition internationale anti-Boxers de 1900-01, la Chine subit cinq agressions qui sont autant de défaites humiliantes, entraînant un démembrement partiel de son territoire ("*break-up*") et une perte partielle de sa souveraineté.

L'humiliation du pouvoir chinois aurait pu profiter au Dalaï Lama XIII. Mais il doit aussi compter avec la stratégie des grandes puissances impliquées en Asie, pour qui le Tibet n'est qu'un pion (central) sur un échiquier beaucoup plus vaste. Certes,



Thoubten Gyamtsso, treizième Dalaï Lama

¹¹ En 1792, les Gourkhas doivent reconnaître la suzeraineté chinoise...

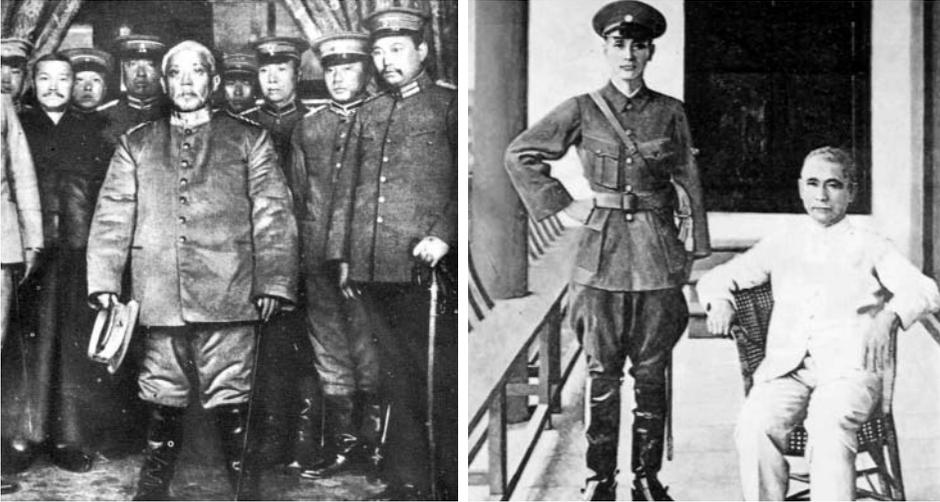
la Russie, l'Angleterre, la France et le Japon sont intéressés à l'affaiblissement territorial et politique de la Chine, ce qui peut les conduire à flatter les autorités de Lhassa, mais ce n'est pas pour les beaux yeux du Tibet, et de plus leurs intérêts divergent. La Russie (alliée de la France) est en pleine progression en Asie centrale (elle atteint le Pamir en 1890) et vers la Mandchourie. Elle se heurte de façon plus ou moins frontale à l'Angleterre, qui cherche à élargir vers le Nord ses possessions des Indes, ainsi qu'au Japon (ces deux puissances finiront par s'allier contre la Russie, en 1902). Le Dalaï Lama essaie d'abord de jouer la carte russe, a priori la plus favorable pour lui, mais c'est l'Angleterre qui prend l'initiative et marque des points, son objectif étant d'étendre son protectorat sur le Sikkim et le Bhoutan et de prendre pied au Tibet.

Les choses vont jusqu'à une invasion britannique en 1903-1904. Les forces du colonel Francis Younghusband¹² mettent en déroute l'armée tibétaine et entrent dans Lhassa (3 août 1904), tandis que le Dalaï Lama s'enfuit en exil. Le Tibet semble mûr pour un protectorat britannique, mais Londres n'en a pas totalement les moyens et privilégie un arrangement direct avec Pékin. Il s'ensuit une série de traités dans lesquels Britanniques et Chinois s'arrangent sur le dos du Tibet, y compris quand des représentants tibétains sont associés aux négociations. Par le traité de Pékin (1906), la Grande-Bretagne reconnaît la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, position à laquelle se rallieront ensuite les autres puissances. Au même moment, les autorités chinoises finissent de réprimer un violent soulèvement qui a éclaté sur les confins orientaux du Tibet, le Kham oriental, théâtre d'entreprises chinoises de colonisation. Insurrection à caractère xénophobe, les insurgés se montrant décidés à «exterminer tous les habitants, même les chiens et les poulets, s'ils suivent les Chinois». Et ce sont les moines guélougpas qui poussent à la révolte. La répression est impitoyable, le général Zhao y gagnant le surnom de «tueur de lamas». Pour le Dalaï Lama, c'est la preuve de la violation par la Chine de l'antique relation «religieux-protecteur». Mais il s'agit d'une région rattachée au Sichuan depuis près de deux siècles, et les Chinois considèrent les insurgés, moines ou laïcs, comme de vulgaires rebelles. La vieille ambiguïté du lien institutionnel sino-tibétain tourne au casus belli...

L'illusion de l'indépendance

Sur ces entrefaites a lieu la Révolution chinoise de 1911. L'empire Qing disparaît à jamais, la République est proclamée. Le mouvement républicain a pour chef charismatique un leader de haute stature, Sun Yat-sen, qui ambitionne de faire de la Chine une démocratie pluraliste moderne, et en même temps de restaurer pleinement son unité et sa souveraineté. Malheureusement, le nouveau régime républicain tombe très vite entre les mains de dirigeants ambitieux et corrompus (comme le maréchal Yuan Shikai), et c'est en fait un terrible désordre qui s'installe – il va durer au moins jusqu'à 1928-1930. Rentré d'exil, le Dalaï Lama XIII lance alors sa proclamation d'indépendance (14 février 1913). Le problème, c'est qu'il va être

¹² Officier, puis diplomate et... alpiniste, auteur de *L'épopée de l'Everest...*



À gauche, le maréchal Yuan Shikai. Fait président de la République en 1913, il joue très vite les Bonaparte et rétablit l'empire à son profit. Pour Sun-Yatsen (assis, à droite), tout est alors à recommencer. Sa disparition prématurée (1925) l'empêche de mener la reconquête républicaine, entamée en 1927 par Chiang Kai-shek (debout, à ses côtés), qui est à la fois son beau-frère et son successeur. Mais pas son héritier : le régime « nationaliste » de Chiang sera autoritaire et corrompu...

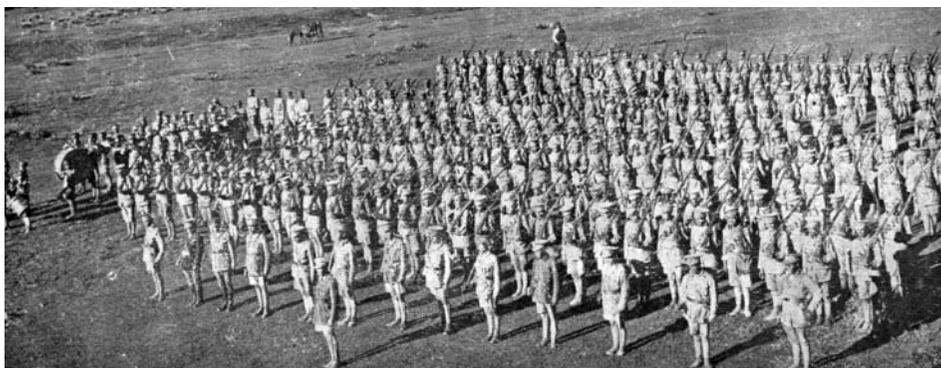
incapable de la faire avaliser par les grandes puissances. Pire : le gouvernement britannique négocie avec Yuan Shikai, avec la participation de représentants tibétains. Il en sort la Convention de Simla (3 juillet 1914), qui réaffirme la suzeraineté de la Chine sur le Tibet. Le Tibet y gagne quand même la possibilité de définir sa frontière orientale, mais les territoires perdus au début du XVIIIème siècle ne sont pas récupérés, et la Grande-Bretagne en profite pour obtenir le rattachement de 90 000 km² à l'Assam indien (voir carte p. 92)... Le Tibet a été dupé par son pseudo-protecteur britannique.

À aucun moment le Dalaï Lama n'est en mesure d'aller au bout de sa démarche, y compris lorsque les circonstances (la monstrueuse anarchie qui règne en Chine jusqu'en 1927, la guerre civile qui commence entre les communistes et le nouveau pouvoir de Chiang Kai-shek, puis les agressions japonaises à partir de 1931...) font que la tutelle chinoise n'est plus que virtuelle. Certes, le Tibet fonctionne comme s'il était indépendant – n'émet-il pas ses propres timbres ? n'impose-t-il pas un visa pour les citoyens chinois se rendant à Lhassa ? Mais cette indépendance n'existe pas d'un point de vue juridique, et c'est cela qui compte à un moment où l'Asie est promise à de gigantesques bouleversements du fait de la Deuxième Guerre mondiale. On le vérifiera de façon cruelle en 1949, lorsque les dirigeants tibétains essaieront de faire reconnaître par l'ONU l'indépendance de leur pays : ils ne recevront aucun soutien,

ni de la Grande-Bretagne, ni des États-Unis, ni de l'URSS, ni même de l'Inde, pourtant devenue elle-même indépendante en 1947.

Le Dalaï Lama XIII meurt en 1933. Son successeur – l'actuel Dalaï Lama XIV Tenzin Gyamtso – n'est « découvert » qu'en 1935, et sera intronisé, précipitamment, en 1950. Cette période, le Tibet la vit dans une sorte de temps suspendu, sans prendre conscience que tout est en train de changer. Inconscience, ou cécité volontaire ? On peut se demander si le véritable problème du Tibet n'est pas tout simplement celui de l'accession à la modernité, et si le rêve d'indépendance ne camoufle pas la peur d'un changement imposé. Tant que la Chine vivait confinée dans la tradition, les deux pays pouvaient cohabiter dans un même ensemble, sur la base de liens finalement très lâches et que chacun pouvait interpréter à sa façon, l'important étant de sauver les apparences et de faire que surtout rien ne change. À partir du moment où la Chine entreprenait la liquidation de l'ancien régime, cette espèce de contrat implicite était rompu, et la cohabitation devenait insupportable aux yeux des traditionalistes, qui tenaient en mains le pays depuis plus de mille ans. N'oublions pas que le Tibet de 1945 n'avait pratiquement pas évolué depuis le Moyen-Âge, abstraction faite de quelques signes très limités de modernisation : un embryon d'armée organisé à la japonaise, un drapeau, un service postal, une monnaie, une petite station de radio, une petite centrale électrique (hors d'usage...) et trois automobiles...

Il est utile d'observer que certains Tibétains étaient partisans d'une modernisation du pays, y compris sur le terrain des institutions politiques et sociales. À la fin des années 1930 se crée à Lhassa un mouvement clandestin, l'*Union heureuse*, impliquant des hauts dignitaires laïques et religieux, qui veut refonder l'État sur une base républicaine et démocratique. Il est brisé sous prétexte de complot, son principal animateur étant condamné à l'énucléation et à la prison à vie. Il réparaît néanmoins dès 1939, en exil, sous la forme d'un Parti réformateur qui adhère aux principes de Sun Yat-sen (nationalisme, démocratie, socialisme). Il



*L'armée tibétaine en 1924. Un curieux mélange de styles britannique et japonais.
Et quelques bombardes en guise d'artillerie...*

réclame la suppression des privilèges féodaux et la transformation du Tibet en une région chinoise. Naturellement il est brisé à son tour, mais il sera récupéré plus tard par les communistes. On peut probablement y rattacher l'attitude ultérieure du Panchen Lama VII, Kelzang Tséten, allié déclaré des communistes chinois jusqu'en 1964¹³, avant de rompre spectaculairement avec eux. Force est d'observer qu'on voit s'esquisser un double clivage : d'une part l'indépendance et le maintien de la tradition, d'autre part la modernité et l'alliance avec la Chine.

Sous le joug communiste

Reste à savoir laquelle. En 1946-47, la guerre civile a recommencé, opposant les communistes de Mao Dzedong (qui ont le soutien de Staline) au gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek (soutenu par les États-Unis). Ce sont les Rouges qui l'emportent : le 1er octobre 1949, Mao proclame la naissance de la République populaire de Chine (RPC), et impose en peu de temps au pays un régime très proche du système stalinien, dans lequel le Parti communiste (PCC) contrôle l'État et la société de façon hégémonique. Une particularité propre à la Chine : l'importance extrême du rôle de l'armée communiste (dite « Armée populaire de libération », APL) au sein du PCC¹⁴. Pour Mao, le Tibet est partie intégrante de la Chine, et le fer de la révolution doit y pénétrer. C'est chose faite en octobre-novembre 1950, lorsque l'APL pénètre au Tibet pour le « libérer » [de la féodalité]. Il y a quelques actes de résistance, mais ils ne vont pas très loin, et l'on voit aussi des monastères prendre parti pour l'envahisseur... Dans un livre publié en 1953¹⁵, Alexandra David-Néel commente ainsi l'événement : « Qu'est-il arrivé au Tibet ? – Rien qui ne s'y soit déjà passé maintes fois au cours de son histoire. Ne disons pas *occupation* du Tibet ; l'expression convenable est : *réoccupation* ». Et plus loin : « Pas un coup de feu n'a été tiré contre les troupes chinoises au cours de leur avance [...], elles ont plutôt été accueillies avec enthousiasme par la majeure partie de la population. Le régime de brutalité et d'exaction qui prévalait dans le pays n'avait pas laissé que d'engendrer du mécontentement parmi ceux qui en étaient les victimes. J'ai entendu

¹³ La lignée des Panchen Lamas a été créée en 1567 par le Dalai Lama III, à l'origine pour honorer son maître spirituel. Plus tard, on voit les Panchen Lamas exercer éventuellement la régence, à l'occasion d'un interrègne ou de la minorité d'un Dalai Lama, et aspirer à un rôle politique de plus en plus important. Ce dédoublement de l'autorité comportait évidemment le risque d'une rivalité – elle finit par éclater à partir de 1910, quand le sixième Panchen Lama joue ouvertement la carte pro-chinoise contre le Dalai Lama et les partisans de l'indépendance. Son successeur se rallie aux communistes en 1950, mais il n'a alors que 12 ans, et on peut penser qu'il a été manipulé par les Rouges. Il est prudent de ne prendre son action en considération qu'à partir de la fin des années 1950.

¹⁴ Ce système est pratiquement encore en place en 2001. Le poids des militaires est une des explications de sa survie, ainsi que l'ont montré les événements de juin 1989, avec la féroce répression du mouvement démocratique de la place Tien-Anmen.

¹⁵ *Le vieux Tibet face à la Chine nouvelle*, Ed. Plon, 1953. Citations pp. 12 et 18.



Décembre 1950 : le Dalaï Lama fuit l'invasion chinoise



Procès public d'un propriétaire terrien, vers 1955 ou 1956

exprimer bien des plaintes à ce sujet. Beaucoup de ceux qui [...] avaient fait l'expérience des deux régimes : celui de l'administration chinoise et celui de l'administration tibétaine, préféraient grandement la première à la seconde. »

Tenté un moment par l'exil, l'entourage du Dalaï Lama XIV (qui a été intronisé à la hâte, mais n'a encore que 15 ans) choisit finalement de négocier, ou plutôt de capituler, en acceptant l'accord en 17 points que les communistes lui imposent (mai 1951). Si l'on s'en tient à la lettre, il ne s'agit pas d'une absorption pure et simple¹⁶, et l'essentiel est préservé, notamment la liberté religieuse et la langue. Cela dit, la Chine maoïste n'est rien d'autre qu'un système totalitaire, et c'est la pratique qui compte - en l'occurrence la mainmise totale du PCC sur tous les leviers de commande, et l'application brutale de ses décisions. Les premières concernent la réforme agraire, imposée à partir de 1954, et qui frappe les grands propriétaires. Elle est menée sans ménagements, en utilisant les mêmes méthodes que celles appliquées dans le reste de la Chine, les gros propriétaires étant traduits devant des tribunaux « populaires », humiliés et souvent exécutés. Elle est suivie de la collectivisation des terres (1955) et de l'abolition du servage et des dettes. Naturellement, ces mesures lèsent en priorité les monastères, principaux bénéficiaires du système féodal, qui adoptent très vite une attitude très hostile. En retour, un certain nombre de monastères sont victimes de vexations et de brutalités, mais ce n'est pas (pas encore) pour des motifs religieux. En fait, on est alors dans un mécanisme très classique dans l'histoire des révolutions, lorsqu'un nouveau pouvoir entreprend de démanteler un

¹⁶ En 1965, le Tibet devient une "Région autonome" (RAT), où la nationalité tibétaine est théoriquement reconnue. La pratique est évidemment fort éloignée de la théorie...

système féodal-clérical : on a connu cela en France après 1789 ou au Mexique après 1920, et cela entraîne à chaque fois une chouannerie (une guérilla anti-chinoise, non cautionnée par le Dalai Lama, apparaît dans le Tibet oriental vers 1955). Le point de rupture est atteint en 1958-59, lorsque la répression contre les monastères devient massive et prend un tour plus nettement anti-religieux, les communistes proclamant que « la foi en la religion et la volonté de la protéger doivent être anéanties ». En mars 1959, tandis que le Dalai Lama s'enfuit et obtient l'asile politique en Inde, un vaste soulèvement éclate à Lhassa – il sera maté en avril, mais le fossé ne cessera de s'agrandir et l'esprit de résistance de se manifester.

Un problème bien plus vaste

Pour autant, il faut se garder de conclusions trop hâtives. L'aggravation des tensions à partir de 1958 reflète la politique du Parti communiste envers la Chine toute entière, à commencer par la terreur qui s'abat à partir de 1965-66, durant laquelle la presque totalité des 6000 monastères tibétains sont anéantis. Même chose encore pour la mise en place du système concentrationnaire de la *laogai*, qui regroupe dans les années 1960 jusqu'à 10 millions de détenus – les Tibétains y sont « quelques dizaines de milliers »¹⁷. C'est que l'histoire de la Chine communiste est le contraire d'une histoire linéaire. Elle est faite de mouvements de va-et-vient aussi soudains que violents, presque toujours incompréhensibles de l'extérieur, et traduisant beaucoup moins des successions de choix que d'impitoyables affrontements de clans et de tendances au sein d'un Parti communiste qui affiche pour l'extérieur une apparence de monolithisme, alors qu'il n'est rien d'autre qu'un abominable panier de crabes. En plus de la propension de tout système totalitaire à violenter la société qu'il prétend modeler, il y a le problème de la place personnelle de Mao Dzedong, despote mégalomane très tôt confronté à l'opposition de responsables moins doctrinaires que lui, et capable de mettre le pays à feu et à sang pour imposer à tout prix sa volonté.

L'une des premières épreuves massives est le « Grand Bond en avant », lancé en 1958. Rompant avec le modèle soviétique de collectivisme, le PCC décide de transformer l'ensemble de la société chinoise en une société intégralement communiste, en l'espace de dix ans. On met donc en place le système des « Communes populaires », forme inédite d'organisation sociale, tandis que tous les cadres anciens sont disloqués, y compris la famille. Cela s'applique à la totalité de la Chine, Tibet compris. Il faudra arrêter cette folie au bout de deux ans, mais on compte au bas mot trente millions de victimes, souvent mortes de faim, et un nombre au moins équivalent de naissances perdues. Six ans après, c'est la « Révolution culturelle », probablement l'épisode le plus sanglant de toute l'histoire de la Chine communiste. Mao réussit à mobiliser derrière lui une bonne partie de la jeunesse, regroupée dans les Gardes rouges, investis de la mission de faire table rase du passé

¹⁷ Voir l'ouvrage de Jean-Marie Domenach, *Chine : l'archipel oublié*, Fayard, 1992. Sur la situation particulière du Tibet : pp. 542-543 ; pour le Qinghai : p. 541.



*Face-à-face, le « Grand Timonier »
et le Bouddha du Tachi-Lumpo...
C'est le propre d'une conception totalitaire
de n'en tolérer aucune autre : il ne peut y
avoir en Chine deux « dieux vivants »...*

(en réalité, de débarrasser Mao des cadres communistes favorables à une ligne pragmatique). Le résultat est effroyable : des millions de morts, une grande partie du patrimoine artistique et culturel chinois anéanti. Naturellement, le Tibet est dans l'affaire une cible de choix, où 20 000 Gardes rouges se déchaînent contre les « Quatre vieilleries » (idées, culture, coutumes, habitudes) : les pertes qui en résultent sont irréparables, plus graves sans doute que dans le reste de la Chine. Ici, il y a bel et bien ethnocide, mais les 18 Provinces ont failli connaître le même sort...

Les occasions manquées

Il y a ensuite une phase de rémission qui s'esquisse en 1971-72, et dure jusqu'à 1987-88. Elle aussi correspond aux nouveaux tournants de la politique intérieure chinoise, surtout après la disparition de Mao (1976) et la liquidation du maoïsme (1978), qui permet l'arrivée à la tête du PCC (ou le retour...) de dirigeants communistes beaucoup plus pragmatiques comme Deng Xiaoping ou Hu Yaobang. Tandis que Deng engage la Chine dans une mutation économique qui équivaut à un rétablissement pur et simple du capitalisme¹⁸, Hu Yaobang, secrétaire général du PCC entre 1980 et 1987, paraît cautionner une libéralisation qui se manifeste aussi au Tibet¹⁹, mais sera sans lendemain. Pourtant, la politique de la main tendue au Dalaï Lama, si elle avait été sincère et durable, aurait peut-être produit des résultats.

Depuis son installation à Dharamsala en 1960, le Dalaï Lama a réussi le tour de force de se faire reconnaître comme le représentant légitime du peuple tibétain par la Communauté internationale. Ce n'est pas seulement le fruit de son habileté

¹⁸ ...tout en prétendant le contraire. C'est une *perestroïka* économique, mais pas question pour autant de conduire une démocratisation politique : on s'en apercevra en 1989 sur la place Tien-Anmen.

personnelle : c'est aussi parce que son discours représente une alternative crédible à la politique de force menée par la RPC. Dès 1961, il fait adopter un projet constitutionnel basé sur les principes démocratiques (pluralisme, élections libres, séparation des pouvoirs, y compris entre le temporel et le religieux, respect des droits fondamentaux, etc...) – c'est une rupture avec le Tibet ancien, sinon même le ralliement aux principes de Sun Yatsen... S'agissant des rapports avec la RPC, ses objectifs sont précisés en 1985-87 (en écho avec la démarche de Hu Yaobang ?) : organisation d'un référendum d'autodétermination, réunification du Tibet ethnique, mise en œuvre d'une véritable autonomie permettant au Tibet de maîtriser les conditions de son développement, la Chine ne gardant que le contrôle des relations extérieures. Programme parfaitement réalisable, mais qui ne fera l'unanimité ni dans les rangs les plus radicaux de la résistance (partisans de la lutte armée en vue de l'indépendance), ni dans ceux des religieux conservateurs (peu séduits par la conception laïque de la société). Les événements qui ont suivi, avec en 1988-89 le retour à la répression, ont largement compromis ces efforts.

Entre réalisme et utopie

L'option en faveur de l'autonomie (qu'il ne faut pas confondre avec l'indépendance) représente pourtant le meilleur choix – sous réserve qu'elle soit respectée par le pouvoir chinois et qu'elle soit autre chose qu'un paravent servant à camoufler la transformation du Tibet en une colonie de peuplement. Non seulement elle correspond au passé commun de la Chine et du Tibet depuis plusieurs siècles,

¹⁹ « Ses critiques sur la gestion humaine et économique des dernières années sont sans détour. Il reconnaît publiquement que la politique de la RPC se résume au "colonialisme" le plus obtus [...]. Après sa visite, le comité régional du PCC est épuré et le Comité central prend des mesures salutaires : exemption des impôts pendant trois ans, autonomie dans le choix des cultures dans les communes populaires, agrandissement des lopins privés dont la surface totale peut atteindre 10 % de la surface des terres collectives, stimulation de l'artisanat, prise de fonction de Tibétains à des postes à responsabilité, enfin sauvegarde de la culture. Surtout, Pékin propose au Dalai Lama de faire table rase du passé, et n'hésite pas à le présenter comme un des éléments stabilisateurs d'une Chine lancée dans une nouvelle voie de développement. [...] Des milliers de détenus sont libérés et Lhassa, déclarée ville ouverte, devient accessible aux étrangers. Les différents degrés de l'administration [...] sont occupés par un nombre croissant de Tibétains. Lhassa s'enrichit d'un Institut d'études bouddhiques (1983), bâti aux pieds de Drépoung, et d'une université (1985). Le tibétain est de nouveau utilisé dans l'administration et les ouvrages de référence religieux ou historiques tibétains sont réédités. Décision symbolique : en 1987, le grand rassemblement du nouvel an, la *Meunlam Tchenmo*, est autorisé après avoir été interdit pendant une vingtaine d'années. Si Hu Yaobang ne remet pas en cause les implantations massives de colons chinois et ne laisse pas de doute sur l'appartenance du Tibet à la Chine, du moins permet-il au Tibet de ne pas sombrer définitivement. » Deshayes, ouvr. cité, pp. 351-353. Rappelons que cet auteur est un défenseur convaincu de la cause tibétaine.

mais elle est aussi la plus réaliste, ne serait-ce que pour des raisons géographiques et géopolitiques. Il ne faut pas oublier que le Tibet est un pays totalement enclavé, subissant des contraintes physiques peu ordinaires. À moins de vouloir s'enfermer dans une impossible autarcie, ce type de situation rend l'indépendance illusoire. On peut le vérifier en considérant la situation des autres pays enclavés de l'Asie : Mongolie, Laos, Bhoutan, Népal, Afghanistan, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan – aucun ne fonctionne réellement comme un pays indépendant, tous dépendent d'une façon ou d'une autre de la puissance voisine, qu'il s'agisse de l'Inde (Népal...), du Pakistan (Afghanistan...), de la Turquie, de l'Iran ou de la Russie (Mongolie). Même le Kazakhstan, pourtant si bien doté en ressources naturelles et en infrastructures, en est réduit à se placer dans l'orbite russe. Et tous ces pays sont nettement moins développés que leurs voisins (le Bhoutan, le Népal et l'Afghanistan sont parmi les plus sous-développés de la planète).

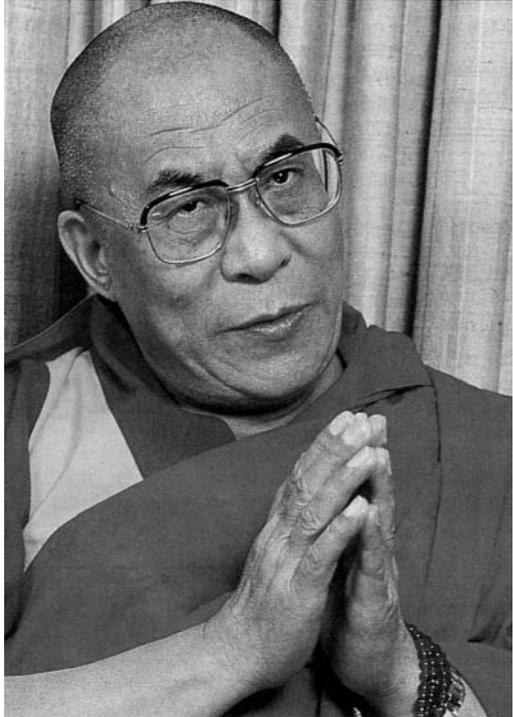
D'autre part, on voit mal comment la Chine pourrait accepter au Tibet une solution sécessionniste. C'est un pays soumis aujourd'hui à des tensions internes énormes, y compris dans les 18 Provinces, du fait d'écarts de développement récents et excessifs. Par ailleurs, la RPC est en butte dans le Xinjiang au développement d'un irrédentisme de plus en plus grave chez les Ouïgours turcophones et musulmans, en écho avec le renouveau de l'islamisme. Il ne faut pas se faire d'illusions : le Xinjiang est stratégiquement trop important aux yeux de la Chine pour qu'un gouvernement – quel qu'il soit – puisse laisser les choses aller jusqu'à l'indépendance, sauf bien sûr à vouloir saborder l'État chinois (comme Eltsine a sabordé l'URSS en 1991). Il est bien évident que la question tibétaine fonctionne ici comme un test, en vertu du classique raisonnement sur la théorie des dominos... Quant à la résistance tibétaine, il n'est pas sûr qu'elle ait intérêt à choisir la seule voie armée, compte tenu d'un rapport des forces terriblement défavorable, tant sur le terrain militaire que sur le plan diplomatique. Et on peut rester sceptique sur ses chances de provoquer une action de force de la Communauté internationale : le Tibet n'est pas le Kosovo²⁰, ou plutôt la Chine (puissance nucléaire jouissant d'un droit de veto à l'ONU²¹) n'est pas la Serbie...

En tout état de cause, la clé du problème se trouve d'abord en Asie, et on peut se demander s'il n'existe pas un décalage entre ses données objectives et ses données subjectives. «Le Dalaï Lama, écrit Odon Vallet, a fréquemment proposé une

²⁰ Sans compter que le jusqu'au-boutisme profite généralement aux plus extrémistes, au risque de provoquer ensuite de rudes atterrissages. Voir pour cela l'histoire de l'ETA basque ...

²¹ Et de surcroît pays en pleine croissance économique, et donc marché alléchant pour les investisseurs du monde entier... La morale voudrait que ce soit un moyen de pression, mais on peut craindre que la résistance tibétaine ait été exterminée jusqu'au dernier partisan avant que la morale ne régisse le monde !

formule de large autonomie au sein de la RPC. Mais cette solution ne reçoit qu'un soutien mitigé de la part des pays bouddhistes de la région qui ne souhaitent pas s'attirer les foudres de Pékin. [Il] cherche en Europe, bien loin des querelles tibétaines, les soutiens médiatiques et les adhésions spirituelles. Mais le sort du territoire dépend d'abord des grands équilibres asiatiques. Le récent réchauffement des relations entre l'Inde et la Chine pousse à un règlement négocié des conflits himalayens. Il reste à souhaiter que les populations soient entendues et les traditions respectées afin que le Tibet autonome puisse mériter toujours son nom chinois de Xizang, le "trésor de l'Ouest"²². »



Tenzin Gyamtso, quatorzième Dalaï Lama

Pour qu'une solution pacifique aboutisse, il faut d'abord qu'il y ait des deux côtés une réelle volonté démocratique, et ici la balle est évidemment dans le camp de la Chine, ou plutôt de ce qui reste du système totalitaire mis en place dans les années 1950. Car il ne faut pas oublier que c'est la Chine toute entière, et pas seulement le Tibet, qui en est la victime. La question des droits de l'homme au Tibet, c'est aussi celle des droits de l'homme à Pékin, à Shanghai ou à Canton, ainsi que l'exprimaient autrefois les étudiants du mouvement démocratique lorsqu'ils criaient, en 1989 : « Le Tibet est Tien Anmen, Tien Anmen est le Tibet ! ».

Ce n'est évidemment pas une raison pour ne pas faire acte de sympathie et de solidarité en faveur des Tibétains, mais peut-être ne faut-il pas opposer leur combat à celui des démocrates de Chine, en s'enfermant dans une vision reconstruite des réalités tibétaines. Ce serait une superbe revanche de l'histoire, si les retrouvailles de la Chine et de la Liberté pouvaient avoir pour origine ces territoires où ses fleuves trouvent leur source...

²² Odon Vallet, *Du mauvais usage du Dalaï Lama*, *L'Histoire* n° 209, avril 1997, p.12.